



Observatoire de la Dépense Publique

Contrôle citoyen des finances publiques de la République Démocratique du Congo

NOTE A L'INTENTION DES DIRIGEANTS DE L'ONG BELGE 11.11.11

Concerne : Réponse aux différents courriers relatifs au rôle de l'ODEP dans le dossier de l'accord signé entre le gouvernement de la RDC et le groupe Ventura

Je prends le temps aujourd'hui de répondre à vos courriers concernant ma participation et mon soutien à la participation de la société civile à la table ronde organisée du 13 au 14 avril 2022 par le Président de la RDC, et pour avoir dirigé le comité pédagogique de la semaine minière organisée du 29 novembre au 1er décembre 2022 sous le thème " Disons la vérité ".

Enfin, j'ai écrit au Secrétaire d'État américain Blinken pour demander la levée des sanctions sur les actifs miniers transférés par M. Dan Gertler à la RDC, évalués à ce jour à plus de 2 milliards de dollars US.

Avant d'aborder chacun des points énumérés ici, voici mes convictions profondes quant à l'avenir de notre pays après 80 ans de colonisation de 1885 à 1960 et 63 ans de néocolonialisme, avec leur lot de pillages, d'assassinats et de violations des droits de l'homme dont l'assassinat de Patrice Eméry LUMUMBA, Pierre MULELE et leurs compagnons :

1. La condition préalable à l'émergence d'une véritable démocratie dans notre pays est d'abord et avant tout la lutte pour une véritable libération nationale et l'abolition de l'exploitation de notre cher pays sous toutes ses formes.
2. La conviction que cette lutte pour une seconde indépendance doit s'appuyer sur le peuple comme force décisive capable de mettre fin réellement au sous-développement et de conduire la RDC, mon cher pays, vers l'émergence et le progrès social.

Après avoir clarifié la vision et les convictions idéologiques qui ont guidé mon combat depuis plus de 40 ans, je vais maintenant répondre à vos préoccupations.

1. La table ronde

Je vous renvoie à une lecture dépassionnée de la déclaration de la société civile du 15 avril 2022 dont le contenu est patriotique et conforme à ma vision et à mes convictions idéologiques. Chaque fois qu'il est possible pour la RDC de récupérer ses richesses, c'est un pas en avant. C'est aussi cohérent avec l'approche méthodologique utilisée par l'ODEP pour faire de la veille citoyenne. Comment refuser de rencontrer et de parler à ceux que l'on est censé contrôler ? La passion, l'émotion, l'aveuglement, la haine, l'acharnement ne peuvent être des bases objectives du contrôle citoyen.

L'ODEP est le point focal du Comité d'orientation de la réforme des finances publiques, le COREF, institution placée sous la tutelle du ministère des Finances. L'ODEP est membre du comité de pilotage du partenariat entre l'Inspection Générale des Finances et plus d'une centaine d'organisations de la société civile. L'IGF est sous la tutelle de la Présidence de la République. Ainsi, participer à la table ronde organisée par l'Institution de la Présidence de la République de notre pays, que nous, citoyens, avons l'ambition de contrôler, était naturel et normal.

Lorsqu'il s'agit de conclure des accords, tout le monde souhaite évidemment obtenir de meilleures conditions. L'accord DRC/Ventora n'est pas différent. La RDC aurait-elle pu obtenir mieux que le transfert de 2 milliards de dollars d'actifs et de liquidités ? Je reconnais le contexte et la réalité de la façon dont cet accord a été conclu.

Il s'agissait d'un accord consensuel. Le gouvernement de la RDC n'avait pas de base juridique pour exproprier purement et simplement les actifs de Ventora - et même s'il l'avait fait, Ventora aurait attaqué le gouvernement et entamé une bataille devant les tribunaux pour conserver ses actifs. Cela prendrait des années et, entre-temps, tout serait bloqué et la RDC ne pourrait en aucun cas jouir de ces actifs. Notre but n'est pas d'effrayer les investisseurs occidentaux ou de décourager ceux qui veulent venir en RDC. Nous devons faire face à la réalité, et c'est pourquoi le gouvernement de la RDC bien fait d'avoir négocié l'accord qu'il a conclu avec Ventora l'année dernière. Lorsque les choses sont bien faites dans la bonne direction, nous devons avoir l'honnêteté de l'admettre et d'encourager. Je vous prie de ne jamais oublier que la République démocratique du Congo est mon pays. La société civile est une église au milieu du village et sur 100 actions si le gouvernement en réussit même 10, il faut l'encourager et non tout condamner aveuglement.

2. Semaine minière

Cette activité est la suite logique de la table ronde. Pour votre information, veuillez lire attentivement les TDR de cette activité. Quel était l'objectif de la Semaine minière ? "L'objectif global de cet atelier était de renforcer les capacités des acteurs de la société civile à s'approprier les véritables enjeux du secteur des ressources naturelles (enjeux politiques, économiques, environnementaux, juridiques, financiers et sociaux), afin d'améliorer leur plaidoyer auprès du gouvernement pour des actions concrètes contre le pillage de nos richesses au détriment de notre communauté nationale, et d'initier les réformes nécessaires en vue de mettre fin aux abus et de prévenir de nouveaux abus dans le secteur des mines et des hydrocarbures."

Dans votre lettre, vous parlez de nos ennemis qui nous accusent d'avoir détourné les objectifs de la Semaine minière. Lisez les termes de référence et la déclaration finale. Quel objectif a été détourné ? Le renforcement des capacités ? Comment l'élite belge du 11.11.11 et de la coopération peut-elle être aussi subjective, aussi manipulée par vos propres compatriotes, détracteurs d'un patrimoine national et africain comme l'ODEP ??

Je vous invite également à lire une des recommandations dont la mise en œuvre vous a posé problème :

« Dan Gertler a restitué les avoirs, grâce aux efforts de la société civile et aux sanctions américaines. L'homme a manifestement changé et une page est tournée. Il y a maintenant d'autres cas sur lesquels nous allons nous concentrer, toujours dans l'intérêt du peuple congolais et de la République démocratique du Congo. Les sanctions ayant atteint leur but, elles pourraient s'avérer contre-productives, c'est pourquoi nous recommandons leur levée afin de favoriser l'exploitation des avoirs récupérés. »

Pendant tout le premier semestre de cette année, l'ODEP a également suivi les politiques publiques du gouvernement : rien de commun avec elles, vous le lisez et vous le savez. Où est le cordon obligatoire similaire à celui que 11.11.11, ResourcesMatters, CNCD, etc. ont avec le gouvernement belge !!!, dont ils sont les porte-paroles des politiques publiques. Ce qui peut être bon pour vous nous est interdit par nos soi-disant bailleurs de fonds. Quel modèle devons-nous suivre ?

3. Le soi-disant demi-tour

C'est le langage de ceux qui, dans leur tête et dans leur cœur, sont aveuglés par la pression et la haine contre moi et l'ODEP, et qui n'ont pas fait l'effort de lire la déclaration finale de la table ronde. Dans cette déclaration, des nombreuses recommandations ont été faites au Président de la République et au gouvernement, mais aucune suite n'y a été donnée. L'évaluation de ce qui était censé être fait et qui ne l'a pas été a donné lieu à notre conférence de presse d'avril, et à ce jour, les actifs sont inutilisables parce qu'ils sont toujours sous le coup de sanctions américaines.

Le comité de suivi avec la société civile n'a jamais vu le jour, etc. Lisez toutes nos recommandations : pensez-vous que la condamnation de ces faiblesses est un virage à 180 degrés ? Revenez à une analyse objective.

Le contrôle citoyen n'est pas un exercice statique. Après une activité, l'évolution peut être positive ou négative, il faut continuer à tirer la sonnette d'alarme etc. et c'est ce que nous avons fait et pour vous c'est un demi-tour ?

4. Au niveau de l'ODEP

Les douze organisations membres de l'ODEP ont participé à la table ronde et à la Semaine minière. Un salarié de l'ODEP vous a probablement fait part de son sentiment par méconnaissance du dossier. Ceci n'engage ni l'Assemblée Générale ni le Conseil d'Administration de l'ODEP. Ledit agent n'a participé à aucune de ces activités, auxquelles n'ont été conviés que des responsables de différents niveaux ; il s'agit donc d'une source douteuse et non informée. Mais pour nuire à MUTEBA et à l'ODEP, tous les moyens sont bons. Des brebis galeuses, l'ODEP en a eu aussi en son sein.

Tous mes mandants à la tête de l'ODEP m'ont soutenu dans mes différentes activités. C'est à eux que je dois rendre compte de mes actions. Ils ont tous été impliqués dans ces deux activités.

5. Le partenariat ODEP-11.11.11

Comme le dit l'adage, "la main qui donne se croit supérieure à la main qui reçoit". Au début de cette crise, vous avez suspendu le partenariat, et plus précisément la subvention. Un chantage inacceptable. 11.11.11 a clairement indiqué que son financement à l'ODEP était conditionné à notre soutien à une campagne et à un agenda fortement anti signataires de l'accord c'est-à-dire anti gouvernement, anti Présidence et anti groupe Ventura de Dan Gertler. Il est étonnant que 11.11.11 continue d'insister sur ce point, même si cela se fait au détriment de la RDC. A l'ODEP, nous n'avons qu'un seul objectif. UN agenda. UNE mission, et c'est pour le peuple congolais. Nous ne pouvons pas soutenir de telles campagnes et de tels agendas alors qu'il est clair pour nous, si clair et si évident, que nous devons plaider pour une levée des sanctions afin que la RDC puisse utiliser librement les avoirs restitués.

Je voudrais vous remercier pour votre soutien à l'ODEP, pour notre travail sur le rapport du programme des 100 jours. Mais la voie que vous avez choisie pour soutenir vos ONG belges détracteurs du monument national africain qu'est l'ODEP n'est pas la bonne.

Vous avez commencé les attaques et vous êtes passé directement aux sanctions. Nous y sommes habitués.

Au cours des six derniers mois, l'ODEP a connu sa saison la plus productive sans le moindre centime, et nous en sommes fiers car ce sont nos idéaux qui comptent, pas quelques centimes d'où qu'ils viennent.

Vous avez commencé, continuez et allez jusqu'au bout. Je peux prendre les devants et mettre fin à notre partenariat, mais dans les relations néocoloniales qui caractérisent le 11.11.11, je vous laisse l'honneur de le faire. Nous sommes tout à fait d'accord. Cette séparation est pour moi une délivrance spirituelle.

En conclusion,

Pour moi, pour l'ODEP et pour certains leaders patriotes sincères de la société civile, nos actions sont dictées avant tout par l'amour de notre pays, et non par la défense des politiques publiques et des intérêts des puissances occidentales impérialistes. Vous avez trouvé des pions au sein de la société civile, notamment parmi nos jeunes, qui sont prêts à trahir le Congo demain. Nous finirons par les sauver, mais je vous connais. Ma famille vit en Europe depuis 43 ans, dont 25 ans en exil après avoir été emprisonnée par le dictateur de triste mémoire Mobutu de 1981 à 1983 dans la prison de haute sécurité du 2ème domaine OUA II. Mon combat contre le mal ne date pas

d'hier. J'ignore totalement le contexte de votre conflit international avec Dan Gertler, et je n'en serai jamais le prolongement en RDC ; c'est votre problème. Quels sont vos intérêts qu'il a dérangés ? Je ne sais pas, alors laissez-moi en dehors de ça.

Sachez que l'une des principales raisons pour lesquelles j'ai quitté la CNPAV est non seulement liée à la différence d'approche dans la mise en œuvre du contrôle citoyen, mais aussi à une sorte d'acharnement viscéral contre une seule personne Monsieur Dan Gertler, comme si c'était la seule raison essentielle de l'existence de la plateforme. J'ai trouvé anormal qu'ils ne débloquent de grosses sommes d'argent que pour des campagnes contre lui, mais très peu, voire pas du tout, pour d'autres questions tout aussi importantes. Le communiqué contre l'accord a été publié sans que nous ayons lu et analysé. La passion a été plus forte que l'objectivité.

Dans cette approche de contrôle citoyen, la responsabilité de la classe politique, Joseph KABILA en premier n'a jamais été mise en avant.

Cela correspond aux agendas que vous, les bailleurs de fonds des ONG locales, avez et que nous ignorons ou dont vous ne voulez que nous ne soyons que des simples pions.

Pour la République démocratique du Congo, le meilleur reste à venir, et si la RDC brille, l'ODEP brillera et sera heureux des résultats de son travail, avec ou sans votre soutien.

Fait à Kinshasa, le 22 Juin 2023

Pour l'Observatoire de la Dépense Publique

Florimond MUTEBA TSHITENGE



Président du Conseil d'Administration